
[Revue de presse et tweets] : e-bourgogne a reçu Jean-Vincent Placé lors d'une matinée riche d'échanges

Interview de Jean-Vincent Placé sur France Bleu Bourgogne, au micro de Stéphanie Perenon – [Lire l'article complet en cliquant ici](#) et écouter ci-dessous un extrait du reportage



La Gazette des Communes(par Alexandra Caccivio)

[Dématisation des marchés publics : « des exigences trop élevées » qui freinent les PME](#)

[Localtis.info](#)

[En Bourgogne, les PME peinent à adopter les marchés publics simplifiés](#)

**LE JOURNAL
DU CENTRE**

Le Journal du Centre en parle (par AC)

[Jean-Vincent Placé à Dijon / Dématisation des marchés publics : les PME trop timides](#)

Retour (sous forme de tweets) sur la visite à Dijon de Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Réforme de l'Etat et de la Simplification.

A Dijon, Jean-Vincent Placé soutient la révolution numérique pour rapprocher les ci... via [@BleuBourgogne](#) <https://t.co/acSlgCGyXN>
– FBleu Bourgogne (@bleubourgogne) [30 septembre 2016](#)

[#Dijon](#) ce matin – L'équipe [@ebourgogne](#) réunie autour de son président Patrick Molinoz et de [@JVPlace](#) pic.twitter.com/UWN11S3pMU
– Véronique Massé (@ComIsee) [30 septembre 2016](#)

Table ronde à la Préfecture avec Jean-Vincent Placé et [@ebourgogne](#) autour de l'aménagement numérique du territoire
pic.twitter.com/DSH0mTiPcg
– Maciej Murmyło (@mmurmylo) [30 septembre 2016](#)

Jean-Vincent Placé et e-bourgogne : la rencontre se poursuit avec collectivités et entreprises [#ebourgogne](#) pic.twitter.com/jPvHW18Qzu
– GIP e-bourgogne (@ebourgogne) [30 septembre 2016](#)

Au GIP E-Bourgogne à [#Dijon](#) pour évoquer la commande publique : circuit court, facturation électronique, simplification...
pic.twitter.com/xsp0rvsL40
– Jean-Vincent Placé (@JVPlace) [30 septembre 2016](#)

Début du point-presse à Dijon au GIP [@ebourgogne](#) Avec Jean-Vincent Placé et Patrick Molinoz pic.twitter.com/ug4T8oLqdz
– Véronique Massé (@ComIsee) [30 septembre 2016](#)

Débats riches et conviviaux à Dijon avec [@ebourgogne](#) et Jean-Vincent Placé – photo p. Molinoz et Gilles Delamarche
pic.twitter.com/gwqen9bymW
– Véronique Massé (@ComIsee) [30 septembre 2016](#)

Avec les équipes du GIP E-[#Bourgogne](#) mobilisées pour la [#modernisation](#) des [#administrations](#) [#achatpublic](#) [#numérique](#) [#Dijon](#)
pic.twitter.com/CSDEFinfDy

– Jean-Vincent Placé (@JVPlace) [30 septembre 2016](#)

[@JVPlace](#) table ronde en préfecture : présentation du GIP e-Bourgogne, efforts de simplification, commande publique & Open data
pic.twitter.com/0cBtQuXrfj

– Préfecture Côte-d'Or (@Prefecture21) [30 septembre 2016](#)

Comment e-bourgogne pilote les politiques publiques numériques des petites collectivités locales en Bourgogne <https://t.co/mRF80NW8Yy>

– Jay Clarisse (@ClarisJay) [3 octobre 2016](#)

7 avril à Bobigny :
« Administration électronique et
approche usager : quels sont les
changements qui se dessinent ? »



[Lu sur le site de la Mission Ecoter :](#)

Rencontre de la Mission Ecoter et du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (Le 7 avril 2016 à Bobigny)

Quel que soit son nom, « administration numérique », « administration électronique » ou encore « administration 2.0 », cet inéluctable processus de modernisation invite les collectivités territoriales à s'interroger sur les fondements mêmes des relations entre les usagers et l'administration. L'utilisateur ne peut plus être pensé comme un simple bénéficiaire dépendant du bon vouloir de l'administration, mais devient un sujet qu'il convient d'accompagner et d'intégrer dans un projet politique.

Sous la pression du numérique, les collectivités territoriales se trouvent face à de nombreux enjeux à intégrer dans leurs politiques publiques pour espérer répondre à la désaffection des citoyens à l'égard de la « chose publique » qui se traduit par l'absence de participation y compris l'abstention électorale ainsi que par une relative méconnaissance de l'action publique : enjeu de mise à niveau ; enjeu de simplification et de facilitation des démarches ; enjeu d'accompagnement ; enjeu organisationnel.

Les participants et intervenants de cette rencontre interrogeront la place des outils et des solutions de fédération de services, les enjeux politiques du numérique dans la relation usager, la façon dont il peut également concourir à mieux identifier les collectivités au regard de leurs compétences ainsi que sur le nécessaire développement de l'autonomisation des usagers et l'accompagnement des personnels et agents territoriaux aux usages du numérique.

PROGRAMME DE LA RENCONTRE

13h15 – Accueil café du Conseil Départemental

13h30 – Mise en perspective des enjeux

La notion d'utilisateur et la relation avec la collectivité. Quelles perceptions les Français ont-ils des démarches administratives dématérialisées ?

- Florence LAROCHE – Conseillère départementale déléguée à la modernisation de l'administration, aux nouveaux services publics et aux nouvelles technologies – Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
- Bénédicte ROULLIER – Chargée de mission « Qualité des services numériques » – DINSIC SGMAP

[Lire la suite](#)

« Profiter de la fusion pour
s'étendre en Franche-Comté »
(Journal du Palais de Bourgogne, 18
janvier 2016)



Extraits de l'article paru dans le Journal du Palais de Bourgogne (numéro du 18/24 janvier 2016) – Entretien avec Martine Vandelle réalisé par Frédéric Chevalier, journaliste, en décembre 2015 –

La grande région Bourgogne Franche-Comté existe officiellement depuis le 1er janvier. Un évènement anticipé par le GIP e-bourgogne, première plateforme régionale dématérialisée des marchés publics [...]

« En créant il y a plus de dix ans, à l'initiative du Conseil régional de Bourgogne et de l'Etat, la première plate-forme régionale dématérialisée des marchés publics, e-bourgogne a montré le chemin de substantielles économies et de professionnalisation de

l'achat public. Aujourd'hui nous comptons 1.415

adhérents et 4 millions d'euros de budget, explique Martine Vandelle, présidente du GIP e-bourgogne et conseillère régionale, qui après dix années de service ne s'est pas représentée pour un nouveau mandat. Nous sommes la plate-forme de référence plébiscitée par les branches et organisations professionnelles et reconnue à l'échelon européen comme l'une des plus performantes plate-formes de e-tendering (gestion dématérialisée des appels d'offres). »[...]





[...] avec la fusion des deux régions le territoire d'action du GIP e-bourgogne au niveau de la salle des marchés englobe de fait les quatre départements francs-comtois. « Nous avons réalisé une étude de préfiguration dont les résultats seront bientôt étudiés en détails. » [...]

« 2016 sera pour nous une année de transition. Nous avons déjà commencé à rencontrer les présidents de départements [de France-Comté] pour faire un état des lieux et voir comment nous pourrions travailler ensemble ».[...]

Pour en savoir sur le GIP e-bourgogne, consulter le site web <http://www.e-bourgogne.fr>


Concours Dataconnexions 6 : Votez pour My Breizh Open Data – Marchés Publics !



Le concours Dataconnexions 6

[Organisé par la mission Etalab, le concours Dataconnexions récompense les projets les plus innovants réutilisant des données publiques. Depuis la cinquième édition, les candidats publient leurs réutilisations de données sur www.data.gouv.fr où le public est invité à voter pour sélectionner les projets finalistes. Parmi ces projets finalistes, le Jury distinguera des projets lauréats, récompensés le 2 février 2016 lors de la cérémonie de remise des prix organisée à l'Hôtel de la métropole de Toulouse.]

Pour voter pour des projets candidats au concours Dataconnexions 6

[Les votes du public sont pris en compte du 15 septembre 2015 au 14 décembre 2015 à 12h pour déterminer les projets finalistes du concours. Une fois inscrit sur www.data.gouv.fr, le public vote pour ses réutilisations préférées parmi celles publiées ci-dessous en ouvrant la page correspondant à chaque réutilisation candidate et en cliquant sur le bouton 

Terres Numériques soutient le projet « My Breizh Open Data – Marchés publics » et l'association Breizh Small Business Act



UN OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'ACHAT PUBLIC OUVERT À TOUS !

My Breizh Open Data – Marchés Publics : pour des données essentielles visibles et utiles !

- PROPOSER UN PORTAL DE RECENSEMENT DYNAMIQUE des données relatives à la commande publique
- FACILITER ET SIMPLIFIER L'USAGE DES DONNÉES et la réalisation d'analyses économiques
- MODERNISER LES POLITIQUES D'INFORMATIQUE et valoriser le patrimoine économique de la commande publique

Le portail **My Breizh Open Data – Marchés publics** vise à proposer un nouveau mode de recensement économique de l'achat public et à pallier le « trou noir statistique de la commande publique ». Le jeu de données utilisé a été constitué à partir des données recensant tous les marchés publics conclus par le Conseil régional de Bretagne pour les années 2012, 2013 et 2014. Ce jeu de données publiques réutilisables a vocation à s'étoffer de l'ensemble des données de la commande publique des donneurs d'ordres publics bretons.

Le portail est en cours de développement pour offrir une visualisation graphique (carte interactive, infographies, etc.) et **permettre aux acteurs de la commande publique (acheteurs publics, opérateurs économiques, organisations professionnelles) et aux citoyens de :**

- moderniser et rationaliser les politiques d'achat public (opportunité de mutualisation, de constitution de groupement de commande sur un segment d'achat donné, etc.)
- visualiser en quelques clics les besoins d'achats des donneurs d'ordres publics et les financements publics mobilisés par secteur d'activité
- stimuler l'effet levier de la commande publique sur l'écosystème entrepreneurial local

Site internet de l'Association Breizh Small Business Act :
<http://breizhsmallbusinessact.fr/>



Présentation du projet sur Slideshare:

http://www.slideshare.net/Breizh_Small_Business_Act/my-breizh-open-data-marchs-publics

État et collectivités main dans la main dans le développement de l'administration numérique



[Lu sur le site
modernisation.gouv.fr](http://modernisation.gouv.fr)

Fruit d'une collaboration entre État et collectivités, le programme de développement concerté de l'administration numérique territoriale (DcANT) a été officiellement lancé le 6 octobre 2015. Parmi les priorités de ce programme animé par le SGMAP : la simplification des échanges entre administrations, l'unification de la relation avec l'utilisateur ou le développement de l'écosystème numérique des territoires.

Le programme repose sur le besoin d'une gouvernance partagée entre l'État et les collectivités autour des grands projets qui impactent l'administration numérique territoriale. » Laure de la Bretèche, secrétaire générale pour la modernisation de l'action publique.

Une feuille de route sur deux ans, des axes stratégiques



prioritaires, des recommandations concrètes, des problématiques partagées par tous... L'État et les collectivités s'engagent ensemble dans un programme de développement concerté de l'administration numérique territoriale (DcANT).

Officiellement lancé le 6 octobre 2015, ce programme est le fruit d'une année de concertation conduite au sein d'une instance de gouvernance réunissant les associations d'élus, les collectivités territoriales et les ministères :

l'instance nationale partenariale (INP),

animée et pilotée par le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP).

Ce programme entend faire converger la stratégie de transformation numérique des collectivités territoriales avec celle de l'État et de ses différents projets (État plateforme, gouvernement ouvert, open data, choc de simplification...).

Simplifier les échanges entre collectivités et État

Au cœur du programme DcANT, dix recommandations opérationnelles. Les unes sont atteignables très rapidement, les autres, plus structurantes, s'inscrivent dans le moyen terme. Toutes s'articulent autour de plusieurs axes stratégiques. Premier d'entre eux : l'efficacité des relations inter-administrations. « Les échanges entre l'État et les collectivités doivent être simplifiés », explique Céline Faivre, adjointe à la cheffe du département Administration numérique en charge du programme DcANT au sein du

SGMAP. « L'une des recommandations du programme insiste sur la mise en place d'un mécanisme mutualisé d'identification et d'authentification des agents et des élus, en s'appuyant sur des annuaires et des bases tiers partagés. Ce système permettrait aux collectivités d'échanger avec l'Etat et d'accéder à ses applications informatiques de façon simplifiée et sécurisée. » La construction d'un France Connect Agents fait d'ailleurs l'objet de travaux associant le Ministère de l'Intérieur, de la Justice, la DGFIP et 9 collectivités territoriales.

[Lire la suite de l'article sur modernisation.gouv.fr](#)

Dans Les Echos du 7 octobre 2015 « Les collectivités montrent la voie de la dématérialisation »

[Article de Guillaume Bregeras et Agathe Mercante, paru le 7 octobre 2015](#)

LesEchos.fr

Ci-dessous extraits

[Le chantier de la dématérialisation totale des marchés publics est colossal. L'Europe impose une échéance en 2018, mais **seules 5 % des procédures se font par voie électronique**. Quelques collectivités sont en pointe.]

[En France, le chemin reste long et besogneux puisque le taux de marchés publiés réalisés par voie électronique oscille autour des 5 %, selon l'Observatoire économique de l'achat public. C'est pourquoi la direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie (DAJ) a mis en place un plan d'actions pour y parvenir. Toujours soumis à consultation, ce plan avance dix propositions concrètes : simplifier les règles de publicité, imposer un format commun aux acheteurs, diminuer la charge des entreprises qui répondent, publier les données relatives aux marchés

publics...]

[Expérimenté en avril 2014 et généralisé à tout le territoire au mois de novembre, le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) continue à **encourager également un développement rapide des processus de dématérialisation**. Dernière expérimentation en date, le SGMAP a proposé que la réponse électronique obligatoire aux appels d'offres soit imposée dès 2016 dans des territoires désignés sur la base du volontariat.]

[Ville de Poitiers, Régions Bretagne et Bourgogne notamment. « **Nous sommes la première plate-forme régionale à avoir vu le jour**, se félicite **Daniel Coissard, chef du projet e-Bourgogne**, **il était donc tout naturel de maintenir cette avance et de nous porter candidats pour cette nouvelle expérimentation.** »]

[Nettement moins urbanisée, la région Bourgogne compte encore quelques communes sans accès à Internet. Pour l'immense majorité qui en sont équipées, la tâche n'est pas plus aisée pour autant : bon nombre de chefs d'entreprises de la région ne sont pas rompus à l'exercice de la réponse à appel d'offres en ligne. En témoignent les chiffres du rapport en ligne du SGMAP à propos du nombre de MPS passés depuis sa création : en 2014, le portail e-Bourgogne n'a reçu que 202 candidatures dématérialisées pour 216 consultations. Malgré ces résultats dans la moyenne des portails français, Daniel Croissard reste optimiste. **Comme annoncé au SGMAP, la Région Bourgogne optera pour un axe « Formation, information et accompagnement » dans son rapport d'expérimentation. Dès le début de l'année 2016, e-Bourgogne multipliera les rendez-vous pour expliquer aux entreprises que « la dématérialisation n'est pas aussi compliquée qu'on peut l'imaginer »**, explique son chef de projet, avant de corriger : « Enfin, n'est plus si compliquée. »]

Lu dans la Presse (Sipublic.info) :

« Le CIL peut-il attendre ? »



Le 1er septembre 2014, par Gérard Ramirez del Villar.

[...] Les citoyens et usagers du service public s'intéressent de plus en plus à l'exploitation de leurs données personnelles. La réglementation européenne risque fort de rendre obligatoire la présence d'un correspondant informatique et libertés (CIL) dans les administrations. Celles-ci, en désignant un CIL, peuvent à la fois anticiper une probable évolution de la loi et peaufiner en termes de confiance numérique.

Et si la désignation d'un CIL (correspondant informatique et libertés) était progressivement devenue une opération judiciaire ? Les arguments allant dans ce sens ne manquent pas, en effet, éclairant d'un jour nouveau celui (ou celle) dont on soulignait surtout le côté « empêqueur de tourner en rond ». Pour résumer le CIL – un métier né en 2004, lors d'une mise à jour de la loi « Informatique et liberté » – s'assure que l'organisme pour lequel il a été désigné est en conformité avec la loi pour ce qui concerne (entre autres) la protection des données. La CNIL le considère comme un « interlocuteur privilégié » et lui offre un certain nombre de services pour lui faciliter sa mission. Et de son côté, l'organisme qui a désigné un CIL voit sa « sécurité juridique » renforcée (important, car la loi est assortie de sanctions pénales), tout en bénéficiant de mesures de simplification administrative bénéficiant, liées aux traitements ordinaires et courants.[...]

[Lire la suite →](#)